

LYCÉENS PRÉCAIRES, LYCÉENS SOLIDAIRES !

Le lycée Lazare-Ponticelli, dans le 13^e arrondissement de Paris, accueille des décrocheurs scolaires. Des jeunes dans une situation économique souvent mauvaise et dans une situation personnelle toujours difficile, voire catastrophique. 120 inscrits, 100 fréquentant le lycée au moins une fois par semaine, une soixantaine de présents par jour... mais 25 à battre le pavé mercredi, et 40 à se réunir le lendemain en assemblée générale.

La veille de la manifestation, le mardi 8, pendant un temps d'information où tous les lycéens se rendent avant d'aller déjeuner, on apprend que des activités n'ont pas lieu mercredi après-midi parce que, entre autre chose, des membres de l'équipe pédagogique marchent contre la loi Travail. Les enseignants sont muets, mais opinent du chef comme pour faire savoir qu'ils approuvent la mobilisation. Le tract Révolution qui s'adresse aux lycéens, étudiants et salariés court dans les salles communes et les couloirs, fait parler de lui.

9 MARS : RENDEZ-VOUS À RÉPUBLIQUE

Rares sont les élèves « politisés ». Certains n'ont pas entendu parler du projet de loi, d'autres leurs détaillent ses méfaits et les étonnent par leur degré d'implication : ils ont déjà rendez-vous à République avec des étudiants et d'autres lycéens. « T'y vas toi ? — Ça dépend de qui y va. J'veux pas êt » seulement — Bah v'nez on y va ensemble ! — Azy, j'suis aud-ch » ! ».

Le jour de la mobilisation, le mercredi 9, on vient en baskets et imperméable à capuche. « I » va pleuvoir ? — J'sais ap », on s'en beurre ! ». La météo n'a pas l'air de les effrayer. Quelques parapluies sont prêts et l'information passe : « Rendez-vous d'avant l'lycée à 13 heures, après la cantine ». Vingt élèves de toutes les structures sont au lieu de rendez-vous à heure dite; trois rejoignent le groupe une heure après, deux sont déjà à République. Les trois qui restent voient leur cours d'histoire transformé en topo sur le projet de loi, avant d'aller défilé accompagnés de leur enseignant.

LA MARCHÉ COMMENCE

Le groupe des vingt s'éclate en petites équipes une fois arrivé sur la place : on rejoint les copains ou les cortèges des lycées amis. La marche commence. Deux filles, en première toutes les deux, s'impatentent dans un cortège de « vieux », remontent le défilé, trouvent un bataillon de lycéens bien remontés rangés derrière une banderole, remplacent les camarades qui la tiennent et reprennent leurs slogans, souriant de leur à-propos corrosif. Les équipes s'entrecroisent, échangent anecdotes et slogans, donnent leurs impressions. Arrivés à Nation, c'est la grande réunion; les téléphones appellent et sonnent, tout le monde se retrouve proche d'une bouche de métro; un élève qui ne passe pas la porte du lycée depuis la rentrée aperçoit le groupe et s'y mêle, raconte son défilé.

NOUVEAUX GROS MOTS

Un tract appelant à une inter-facs à Tolbiac est distribué; un seul peut s'y rendre. On se dit qu'il faut faire une

assemblée générale au lycée le lendemain. Une heure après, à Paris I, dans « l'amphi » N », les gros mots pleuvent : « légitimité », « organisés », « totes », « groupe de travail », « tribune »... un genre bien différent de ceux que l'on entend aux cours d'éducation civique. La tête du néophyte gonfle et rougit dans la chaleur épaisse de l'amphithéâtre, la fumée l'irrite et les débats l'agacent : organisés et autonomes s'affrontent dans un combat difficile d'accès et finalement stérile; de la démocratie, il reçoit la première leçon, avale la première arête.

JEUDI 10 : PREMIÈRE AG

Le lendemain, le jeudi 10, un tableau est déplacé à l'entrée de l'établissement qui renseigne le lieu et l'heure de l'assemblée générale. Éparpillés dans la salle d'étude, une majorité écrasante de lycéens se réunit en AG pour la première fois. On compte les participants, il y en a un peu plus de quarante — sur cinquante-cinq présents ce jour-là dans tout l'établissement —, « C'est probablement la plus grosse assemblée lycéenne, au pourcentage, en France », précise-t-on. Les volontaires prennent la parole pour raconter leur mobilisation et faire écho de ce qui se passe dans les autres établissements. Quelques intervenants regrettent que la jeunesse soit trop peu informée sur la loi Travail.

VOTE DU COMITÉ DE MOBILISATION

Puis le Comité de mobilisation est élu, de même que sa représentation : une fille et un garçon. Se pose maintenant la question des perspectives : « I » faut qu'on r'joigne les aut » lycées. Tout seuls, on n'a pas d'poids ». Une majorité a l'air d'accord et plusieurs interventions vont dans ce sens. La pause touche à sa fin, une autre assemblée est décidée par vote pour le lendemain à la même heure. On applaudit la séance avant de se diriger vers les salles de classes.

Le vendredi 11, l'assemblée générale compte quinze participants au comité de mobilisation sur la petite trentaine de présents. Un vote fait monter une fille et un garçon de plus à la représentation du Comité. On rappelle que la mobilisation ne doit pas servir de paravent aux échecs scolaires, que, en raison des grandes difficultés économiques et personnelles de chacun-e, il est impératif de répondre à certaines exigences (bac, inscriptions, stages, etc.). Les discussions sur les perspectives reprennent. La mobilisation du 17 est votée et celle du 31 évoquée. Trois groupes de travail sont désignés : le premier doit rédiger un tract à destination des élèves du lycée, un second doit compiler des slogans pour les prochaines mobilisations, le troisième doit fabriquer une banderole et des panneaux. Les représentants du Comité ont quant à eux la mission de se connecter avec l'extérieur. L'échéance est proche, il y a du pain sur la planche. Dubitatif quant à la suite des événements, un des représentants du Comité demande : « Mais, sincèrement, ça va changer quelque chose c'qu'on fait ? », ce sur quoi on lui répond « Avec des efforts, oui. On peut au moins leur faire remballer leur loi ». La prochaine AG est décidée par vote : mercredi 16, veille de la deuxième manifestation — à laquelle certains revendiquent déjà leur participation sur les réseaux sociaux.

Ni chair à patron ou à matraque

Que fait-on le 32 mars ?



Les moments décisifs approchent. La proposition de loi El Khomri est déposée aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Même du point de vue parlementaire les choses ne sont pas simples pour le gouvernement : les députés de gauche hésitent, ceux de droite manœuvrent. Le 49.3, procédure visant à passer une loi sans vote et mettant en jeu la question de confiance, est dans les têtes des Hollande, Valls et Macron. Il n'y a rien à attendre de cette chambre. La politique d'austérité et de répression du gouvernement socialiste a été très bien résumée par la pancarte lycéenne : **Travail, Famine, Pâtes Riz!**

NAISSANCE D'UNE FORCE

La coordination nationale étudiante, malgré toutes ses limites, a permis de mesurer le début d'un mouvement important. Près d'une soixantaine d'assemblées générales, avec des comités de mobilisation actifs, quelques espaces occupés sur

le campus et une fac en grève complète (Paris 8). Bien entendu ce mouvement est inégal. Mais son caractère national n'est pas discutable. Les tentatives d'intimidation de la police, comme à Tolbiac ou ailleurs, n'ont pas entamé la détermination des participants. Ils et elles sont près de 3000 à construire chaque jour en comité de mobilisation. Ils et elles sont près de 18000 à participer à des assemblées générales. Et plus de 100000 à manifester la semaine dernière. Sur les centaines de lycées existents des équipes d'une douzaine de garçons et filles par établissement, à construire le mouvement. Ces jeunes pour leur première expérience politique étaient plus de 300000 à manifester jeudi 17 mars. Cela a changé le climat morose de ce pays. La preuve ? Les racistes du Front National sont silencieux, le parti socialiste et les républicains sont partis sur Pluton. Dans les entreprises on se parle, l'idée d'une riposte générale apparaît légitime. L'espoir

d'un printemps social fait taire un moment la résignation.

L'AUDACE CONSISTE À SORTIR DES SENTIERS BATTUS

Nous souhaitons et agissons nous pour que cette journée du 24 mars soit une réussite. Elle le sera car elle pose l'alliance des jeunes et des travailleurs sur le devant de la scène. Mais cela ne sera pas suffisant, nous le savons tous, pour faire reculer ce gouvernement au service du Medef. Il faut concentrer les forces et bloquer la machine. Cela veut dire proposer la grève reconductible non seulement sur les campus et lycées mais élargir cette perspective au monde du travail. Beaucoup d'initiatives vont dans ce sens. De rester après la manif ou à des collectifs syndicaux pour tout bloquer, beaucoup d'idées apparaissent. Le défi qui se pose à nous est d'entraîner la majorité des jeunes dans une lutte prolongée. Il va falloir inventer, créer, échanger beaucoup. Mais surtout sortir de la routine.

POUR CELA IL FAUT REMPORTER UNE DIFFICILE BATAILLE.

En effet, la première des victoires est d'abord celle sur nous-mêmes. La régression sociale proposée nous ramène sur le plan du droit social en 1906. Cela veut quoi concrètement ? Cela signifie qu'il est bien plus grave que cette loi passe que nous ratons nos examens. Et personne ne peut se permettre dans le contexte actuel, par rapport à nos bourses et aux sacrifices de nos familles, de prendre





ça à la légère. La peur part en agissant, notre force c'est notre nombre, notre audace et notre solidarité.

QUE FAIRE ?

Tout d'abord constater que nous ne sommes pas seuls sur nos lieux d'études à contester cette loi. Regroupés nous pouvons être plus efficaces et déterminés. Et bien entendu nous coordonner (l'ag sur la fac, la réunion lycéenne après la manif d'aujourd'hui).

Ensuite nous sommes un mouvement national : regardons les expériences qui marchent.

LAISSONS LA PAROLE À DES ÉTUDIANTS RÉVOLUTIONNAIRES DE PARIS 8 :

PREMIÈRE SEMAINE

« Loi Travail = précarité à vie/De cette société-là, on n'en veut pas ! »

Une semaine déjà avant le 9 mars, le milieu militant de l'université était en ébullition. Diffusion de tracts à l'entrée et dans les couloirs, tables de présentation du projet de loi dans le hall, affichage, plus que d'habitude, quelque chose se préparait. L'université de Paris 8, située en banlieue parisienne dans le 93, est composée d'énormément d'étudiants salariés, peut-être plus qu'ailleurs encore. Discuter des conditions de travail et de la précarité est donc relativement facile : tout le monde a son exemple à donner. La première assemblée générale, le 8 mars, est préparée avec de nombreuses interventions dans les cours, organisées pour l'instant principalement par les étudiants déjà organisés à Solidaires étudiant-e-s, au NPA, à l'Unef ou encore dans le Collectif Palestine et le Collectif contre l'état d'urgence de Paris 8. Du côté des travailleurs, la CGT, la FSU-Snasub et le Collectif des bas salaires (issu de la grève des personnels de l'année dernière) appellent à l'assemblée générale, où des personnels et professeurs seront présents au milieu des étudiants.

Introduite par une mini-manifestation dans les couloirs de l'université, cette première AG est une réussite en terme d'affluence et de combativité, mais aussi en terme de contenu. En effet, elle pose les bases pour une mobilisation réussie : d'une part, de nombreuses interventions cherchent à avancer des arguments pour convaincre, reprenant mesure par mesure le projet de loi, expliquant son origine et ses objectifs. D'autre part, une grande importance est donnée à la question de l'auto-organisation. Les dernières interventions expliquent ce que sont les assemblées générales et les comités de mobilisation : pour gagner, nous avons besoin de toutes les forces, toutes les créativité et sensibilités. Les réunions du comité de mobilisation sont ouvertes à tous, chacun peut y apporter son grain de sel, son idée. Ces deux ciments de

la mobilisation (s'adresser à l'ensemble des étudiants pour convaincre, et pousser à l'auto-organisation) ont été deux moteurs pour la construction de la grève.

DEUXIÈME SEMAINE

« Voici venu le temps des luttes et des chants/Univ » Paris 8, Vincennes est toujours vivant »

Après le succès de la manifestation du 9 mars, la mobilisation se structure sur l'université. La deuxième AG, le 10 mars, est une réussite. Elle témoigne du fait que le 9 mars n'était pas qu'une journée en l'air, et elle est marquée, dans sa préparation, par l'entrée en mouvement de nombreux étudiants — certains ayant participé à leur première manifestation la veille — qui interviennent dans toutes les salles de cours pour les débrayer. Le comité de mobilisation, qui rassemble dans les faits entre 50 et 100 personnes, s'est subdivisé en quatre commissions : Action, Vie de la mobilisation, Organisation des AG et Auto-média, rejoints par la suite par une cinquième chargée d'organiser des délégations pour aller discuter avec les travailleurs de l'université ou de la ville. Après s'être rencontrés aux AG ou aux réunions du comité de mobilisation, les étudiants et professeurs mobilisés organisent peu à peu des AG d'UFR ou de département, qui permettent de rassembler largement, et souvent de convaincre les derniers hésitants qui ne se sentent pas d'intervenir ou de poser leurs questions dans des AG de la fac à 700 personnes. Les départements de Science politique, de Philosophie, de Cinéma, de Sociologie sont les plus au cœur du mouvement, avec des professeurs en grève et des salles libérées.

Tous les jours, sur l'université se déroulent des « cours alternatifs » dont le format cherche à sortir du cours magistral habituel. Le département de cinéma organise des projections de films militants et réalise des « ciné-tracts » pour appeler à la mobilisation. Dans certaines AG de département, on cherche des « évaluations alternatives » pour éviter que les étudiants mobilisés ne soient pénalisés. Ce sont les meilleures heures de l'université de Vincennes — ancien nom de l'université de Paris 8, créée à la chaleur des mouvements sociaux de mai 68 — qui s'éveillent. La salle de philosophie est repeinte du sol au plafond, les murs se tapissent de slogans, étudiants et professeurs sont mis sur un même pied d'égalité pendant les cours alternatifs.

Le 17 mars, le blocage de la fac est organisé. Les jours précédents, les étudiants lui avaient préféré les « barrages filtrants », restreignant l'entrée sans la fermer pour inciter à prendre le tract et discuter avec les mobilisés. Mais en ce deuxième jour de mobilisation nationale, l'objectif est double : permettre à tous les étudiants qui le souhaitent de partir en manifestation sans être pénalisés, et

profiter de l'espace ouvert à l'entrée de l'université pour expliquer le contenu de la loi et convaincre les plus hésitants. Certains travailleurs de la fac viennent remercier les étudiants. Malgré quelques personnes opposées au blocage, aucun débordement n'est à regretter, car les étudiants mobilisés se succèdent au mégaphone pour expliquer, donner les derniers arguments, profiter du moment d'échange qui est offert à tous, sous un beau soleil de mars. Les débats se lancent entre étudiants, sur la précarité, la démocratie, le capitalisme...

Le cortège de Paris 8 pour la manifestation du 17 mars est massif, et extrêmement combatif. Aucune minute de silence entre les slogans, aucun repos, et les étudiants doivent se succéder au mégaphone pour ne pas perdre leur voix. En passant devant l'hôpital de la Salpêtrière, le cortège se met à chanter : « Hôpitaux, avec nous/On prévoit de se prendre des coups ! », comme un écho à sa détermination à faire converger les étudiants et les travailleurs pour atteindre la victoire. Et, malheureusement peut-être aussi, comme une prémonition à ce qu'il allait se passer plus tard dans la journée aux alentours de Tolbiac.

TROISIÈME SEMAINE

PARIS 8 : ZONE À DÉFENDRE OU BASTION POUR LA CONSTRUCTION DU MOUVEMENT ?

Les AG du 14 et du 16 mars sont symptomatiques de cette structuration de la grève. Parmi les étudiants mobilisés, une chose devient certaine : Paris 8 est en avance par rapport au mouvement à l'échelle nationale, ou même en région parisienne. Le 16 mars, elle en est déjà à sa quatrième AG massive, quand d'autres facs n'en ont fait qu'une seule, et la grève s'amplifie localement, département par département, quand elle n'a pas vraiment commencé ailleurs. Une fois ce constat fait, il ne s'agit évidemment pas de ralentir le rythme pour « attendre » les autres. Mais le risque qui est bien présent, et qui peut déjà se ressentir, est celui de se replier sur soi, car il est souvent bien plus facile de partir en manifestation que de convaincre un étudiant qui n'est pas encore entré dans la mobilisation.

Pour cela, la grève est une grève active, combative : elle doit servir à multiplier les discussions, par les interventions dans les cours, dans les services des personnels, à écrire et diffuser des textes d'information sur le projet de loi et ses conséquences. L'occupation des salles et de l'amphi X doit servir à organiser, écrire, dessiner banderoles et pancartes, réfléchir aux meilleurs moyens pour lutter contre l'isolement. « Paris 8 est magique », mais ne doit pas rester seule. C'est pourquoi un des autres enjeux est de se lier pour de bon aux travailleurs de la région. L'appel à une assemblée générale interpro à Saint Denis le 31 mars par la CGT, FO et Solidaires, peut être une première pierre pour aller en ce sens.

Ainsi, malgré la douceur du revival de Vincennes, Paris 8 n'est pas une ZAD. C'est un bastion, une tranchée. Le drapeau est planté, et nous pouvons le planter un peu plus solidement encore en entraînant les derniers étudiants qui ne sont pas pris dans le tourbillon de la grève. La radicalité qui s'exprime à Paris 8 peut se concrétiser dans un mouvement plus fort encore si elle parvient à entraîner derrière elle. Plus que ça, c'est de sa responsabilité-même qu'il s'agit, pour faire reculer une bonne fois pour toutes ce gouvernement... et plus si affinités. »

Voilà un bon plan de travail ! A nous de le répliquer !

classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs et les jeunes peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population, et n'ont aucun intérêt personnel au maintien

de l'actuelle société. Pour cela, ils devront remplacer l'Etat de la bourgeoisie, pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de

patrie, et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

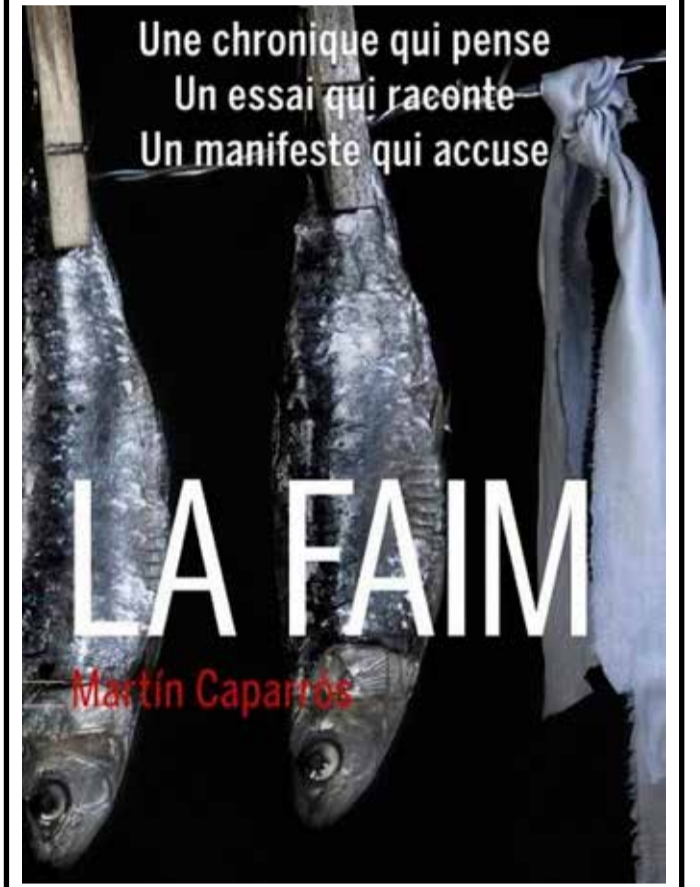
Les militants qui animent ce bulletin s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine, et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

LA FAIM de Martín Caparrós

Octobre 2015, éditions Buchet-Chastel, 26 €

« Pour faire ce livre, je suis allé m'enquérir des formes de la faim dans une dizaine de pays sur trois continents différents ». Martín Caparrós, journaliste argentin, a mené son enquête dans des pays comme le Niger, le Bangladesh, l'Inde, le Soudan du Sud et Madagascar, mais aussi les États-Unis et l'Argentine. Il laisse la parole aux victimes de cette catastrophe massive — elle touche environ 11 % des habitants de cette planète — et « silencieuse » car elle ne tue qu'à petit feu.

Une mère de famille nigérienne est si pauvre qu'elle doit choisir entre acheter de l'eau en bouteilles, la seule potable, mais payante, ou acheter du riz pour nourrir ses enfants ; une autre explique aux médecins de MSF : « Si je ne mange pas, mon lait n'est pas bon, mais si je mange, je prive mes enfants ». Ce livre est un cri de révolte. Il dénonce les grandes sociétés et les fonds d'investissement qui font main basse sur les terres de pays en proie à la faim : Soudan du Sud, Éthiopie, Madagascar, Mali, Kenya, etc. « La principale cause de la faim dans le monde, c'est la richesse : le fait qu'un petit nombre accapare ce dont un grand nombre a besoin, y compris la nourriture. » Ce livre est un réquisitoire implacable contre le système capitaliste globalisé, mais aussi une dénonciation radicale de l'idéologie qui le justifie. Que ceux qui ont peur des gros livres (774 p.) se rassurent : Martín Caparrós est un écrivain indigné et talentueux qui sait manier la plume avec humour et légèreté et rendre cette étude facile à lire.



Qui sommes-nous ?

Ce bulletin regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité, menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels, et les guerres dues à l'anarchie de la société actuelle divisée en